

UNAMIDZ

SECURITY COUNCIL

9 JUNE 1995

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED  
RTH/WG APR 2009

UN ARCHIVES

SERIES	<u>S-1120</u>
BOX	<u>29</u>
FILE	<u>2</u>
ACC.	<u>1998/0278</u>



---

*Bureau du Porte-parole*

---

**LE CONSEIL DE SECURITE MODIFIE ET RENOUVELLE LE MANDAT  
DE LA MINUAR JUSQU'AU 8 DECEMBRE 1995**

---

**Résolution 997 (1995) adoptée à l'unanimité, le 9 juin 1995****Texte de la résolution****Le Conseil de sécurité,**

**Rappelant toutes ses résolutions précédentes sur la situation au Rwanda, en particulier sa résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993, par laquelle il a créé la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), et ses résolutions 912 (1994) du 21 avril 1994, 918 (1994) du 17 mai 1994, 925 (1994) du 8 juin 1994 et 965 (1994) du 30 novembre 1994, qui énoncent le mandat de la MINUAR,**

**Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la MINUAR en date du 4 juin 1995 (S/1995/457),**

**Rappelant aussi sa résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994, portant création du Tribunal international pour le Rwanda, et sa résolution 978 (1995) du 27 février 1995, concernant la nécessité d'arrêter les personnes soupçonnées de certains crimes au Rwanda,**

**Souhaitant qu'il importe de parvenir à une réconciliation authentique de tous les membres de la société rwandaise dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha,**

**Prenant note avec une vive préoccupation d'informations selon lesquelles des éléments de l'ancien régime menaient des préparatifs militaires et feraient des incursions de plus en plus fréquentes au Rwanda et souhaitant la nécessité de prendre des mesures efficaces pour que les Rwandais se trouvant actuellement dans des pays voisins, y compris ceux qui sont dans des camps, n'entreprennent pas d'activités militaires destinées à déstabiliser le Rwanda et ne reçoivent pas d'armements, étant donné qu'il est fort probable que ces armements seraient destinés à être utilisés au Rwanda,**

Soulignant que des efforts accrus sont indispensables pour aider le Gouvernement rwandais à instaurer un climat de stabilité et de confiance propre à faciliter le retour des réfugiés rwandais se trouvant dans des pays voisins,

Soulignant aussi qu'il est nécessaire d'accélérer le versement de l'aide internationale pour le relèvement et la reconstruction du Rwanda,

Demandant de nouveau à tous les États d'appliquer les recommandations adoptées par la Conférence régionale sur l'assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées dans la région des Grands Lacs, tenue à Bujumbura en février 1995,

Mesurant l'utilité du concours que les spécialistes des droits de l'homme déployés au Rwanda par le Haut Commissaire aux droits de l'homme ont apporté en vue de l'amélioration de la situation générale,

Considérant qu'il incombe au Gouvernement rwandais d'assurer la protection et la sécurité de l'ensemble du personnel de la MINUAR et des autres membres du personnel international servant au Rwanda,

Réaffirmant qu'il est nécessaire de régler à long terme les problèmes de réfugiés et problèmes connexes dans les États des Grands Lacs et notant avec satisfaction, par conséquent, que le Secrétaire général a l'intention de nommer un Envoyé spécial chargé de procéder à des consultations concernant la préparation et la convocation, dans les plus brefs délais, de la Conférence régionale sur la sécurité, la stabilité et le développement,

1. Décide de proroger le mandat de la MINUAR jusqu'au 8 décembre 1995 et autorise une réduction des effectifs, qui seront ramenés à 2 330 soldats trois mois après l'adoption de la présente résolution et à 1 800 soldats un mois plus tard;

2. Décide de maintenir à son niveau actuel l'effectif des observateurs militaires et du personnel de la police civile;

3. Décide, compte tenu de la situation actuelle au Rwanda, de modifier le mandat de la MINUAR en lui assignant les fonctions suivantes:

a) User de ses bons offices pour faciliter la réconciliation nationale dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha;

b) Aider le Gouvernement rwandais à faciliter le retour librement consenti des réfugiés, en toute sécurité, ainsi que leur réinsertion dans leur milieu d'origine, et, à cette fin, appuyer les efforts faits par le Gouvernement rwandais pour instaurer un climat de stabilité et de confiance, grâce à des activités de surveillance menées dans l'ensemble du pays par des observateurs militaires et des observateurs de police;

c) Faciliter l'aide humanitaire, ainsi que la fourniture d'une assistance et de services spécialisés en matière de génie civil, de logistique, de santé publique et de déminage;

e) Contribuer à assurer la sécurité, au Rwanda, du personnel et des locaux des organismes des Nations Unies, du Tribunal international pour le Rwanda, notamment en assurant en permanence la protection du Bureau du Procureur, ainsi que des spécialistes des droits de l'homme, et contribuer également, si besoin est, à assurer la sécurité des organismes humanitaires;

4. Souligne que les restrictions imposées par la résolution 918 (1994) en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies s'appliquent à la vente ou la livraison des armements et des matériels qui y sont spécifiés à des personnes se trouvant dans des États voisins, si ces armements ou ces matériels sont destinés à être utilisés au Rwanda;

5. Demande aux États voisins du Rwanda, de façon à éliminer des facteurs contribuant à la déstabilisation de ce pays, de prendre des mesures pour veiller à ce que ces armements et ces matériels ne soient pas fournis aux camps de réfugiés rwandais se trouvant sur leur territoire;

6. Prie le Secrétaire général de tenir des consultations avec les gouvernements de pays voisins concernant la possibilité de déployer des observateurs militaires des Nations Unies, et de consulter en priorité le Gouvernement zaïrois concernant le déploiement d'observateurs, y compris dans les aérodrômes situés dans l'est du Zaïre, afin de contrôler la vente ou la livraison d'armements et de matériels susmentionnés; prie aussi le Secrétaire général de lui faire rapport sur cette question un mois au plus tard après l'adoption de la présente résolution;

7. Prend note de la coopération existant entre le Gouvernement rwandais et la MINUAR aux fins de l'accomplissement de son mandat, et prie instamment le Gouvernement rwandais et la MINUAR de continuer à mettre en oeuvre les accords conclus entre eux, en particulier l'Accord sur le statut de la Mission, en date du 5 novembre 1993, ou tout accord qu'ils pourraient conclure ultérieurement pour remplacer cet Accord en vue de faciliter la mise en oeuvre du nouveau mandat;

8. Rend hommage aux États, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales qui ont fourni une aide humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées qui étaient dans le besoin, les encourage à persévérer et demande au Gouvernement rwandais de continuer à faciliter l'acheminement et la distribution des secours;

9. Demande aux États et aux organismes donateurs d'honorer l'engagement qu'ils ont pris d'apporter une aide au relèvement du Rwanda, d'accroître l'aide qu'ils apportent déjà à cette fin et, en particulier, de favoriser la mise en place à bref délai et le fonctionnement efficace du Tribunal international ainsi que le rétablissement de l'appareil judiciaire rwandais;

10. Encourage le Secrétaire général et son Représentant spécial à continuer de coordonner les activités des Nations Unies au Rwanda, dont celles des organisations et organismes qui s'occupent de questions humanitaires et de développement, ainsi que celles des spécialistes des droits de l'homme;

11. Prie le Secrétaire général de lui présenter d'ici au 9 août 1995, puis le 9 octobre

la situation humanitaire au Rwanda et sur les progrès réalisés en ce qui concerne le rapatriement des réfugiés;

12. Décide de rester activement saisi de la question.
- 

**NB**

La MINUAR a été, à l'origine, établie par la résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993. La résolution 918 (1994) a étendu le mandat de la Mission pour inclure la responsabilité de la sécurité des civils et de l'opération humanitaire; elle a augmenté sa force à hauteur de 5,500 soldats et a imposé un embargo sur les armes au Rwanda.

Dans son acte de ce jour, le Conseil a affirmé que les restrictions du chapitre VII imposées par sa résolution 918 (1994) s'appliquent à la vente ou la livraison des armements et des matériels à des personnes dans les États voisins du Rwanda, si ces armements et matériels sont destinés à être utilisés au Rwanda. Le Conseil a lancé un appel aux États voisins du Rwanda pour qu'ils prennent des mesures afin de veiller à ce que ces armements et ces matériels ne soient pas transférés dans des camps Rwandais situés sur leur territoire.

\*\*\*\*\*

Dans une déclaration au Conseil, le Représentant du Zaïre, a demandé une enquête indépendante pour réfuter les allégations selon lesquelles son pays était impliqué dans la vente et la livraison des armements destinés à être utilisés au Rwanda. Il a déclaré qu'il revenait au Gouvernement du Rwanda de créer un climat favorable au retour des réfugiés.

Le Représentant du Rwanda, prenant la parole après le vote, en a appelé à la fin de l'embargo sur les armes contre son Gouvernement et a demandé l'établissement d'une commission internationale chargée d'examiner le problème des camps de réfugiés. Il a ajouté que les modifications dans le mandat de la MINUAR reflétaient l'évolution de la situation dans son pays.

-----

*Office of the Spokesman***SECURITY COUNCIL EXTENDS AND ADJUSTS MANDATE OF  
UNAMIR UNTIL 8 DECEMBER 1995****Resolution 997 (1995) adopted unanimously  
9 June 1995****Text of the Resolution****The Security Council,**

**Recalling all its previous resolutions on the situation in Rwanda, in particular its resolution 872 (1993) of 5 October 1993 by which it established the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR), and its resolutions 912 (1994) of 21 April 1994, 918 (1994) of 17 May 1994, 925 (1994) of 8 June 1994, and 965 (1994) of 30 November 1994, which set out the mandate of UNAMIR,**

**Having considered the report of the Secretary-General on UNAMIR dated 4 June 1995 (S/1995/457),**

**Recalling also its resolution 955 (1994) of 8 November 1994 establishing the International Tribunal for Rwanda, and its resolution 978 (1995) of 27 February 1995, concerning the necessity for the arrest of persons suspected of certain offences in Rwanda,**

**Stressing the importance of achieving genuine reconciliation among all members of Rwandan society within the frame of reference of the Arusha Peace Agreement,**

**Noting with great concern reports of military preparations and increasing incursions into Rwanda by elements of the former regime and underlining the need for effective measures to ensure that Rwandan nationals currently in neighbouring countries, including those in camps, do not undertake military activities aimed at destabilizing Rwanda or receive arms supplies, in view of the great likelihood that such arms are intended for use within Rwanda,**

- 2 -

**Underlining the need for increased efforts to assist the Government of Rwanda in the promotion of a climate of stability and trust in order to facilitate the return of Rwandan refugees in neighbouring countries,**

**Emphasizing the necessity for the accelerated disbursement of international assistance for the rehabilitation and reconstruction of Rwanda,**

**Calling again upon all States to act in accordance with recommendations adopted by the Regional Conference on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region, held in Bujumbura in February 1995,**

**Recognizing the valuable contribution that the human rights officers deployed by the High Commissioner for Human Rights to Rwanda have made towards the improvement of the overall situation,**

**Acknowledging the responsibility of the Government of Rwanda for the safety and security of all UNAMIR personnel and other international staff serving in the country,**

**Reaffirming the need for a long-term solution to the refugee and related problems in the Great Lakes States, and welcoming, therefore, the intention of the Secretary-General to appoint a special envoy to carry out consultations on the preparation and convening, at the earliest possible time, of the regional Conference on Security, Stability and Development,**

1. **Decides to extend the mandate of UNAMIR until 8 December 1995 and authorizes a reduction of the force level to 2,330 troops within three months of the adoption of this resolution and to 1,800 troops within four months;**

2. **Decides to maintain the current level of military observers and civilian police personnel;**

3. **Decides, in the light of the current situation in Rwanda, to adjust the mandate of UNAMIR so that UNAMIR will:**

(a) **Exercise its good offices to help achieve national reconciliation within the frame of reference of the Arusha Peace Agreement;**

(b) **Assist the Government of Rwanda in facilitating the voluntary and safe return of refugees and their reintegration in their home communities, and, to that end, to support the Government of Rwanda in its ongoing efforts to promote a climate of confidence and trust through the performance of monitoring tasks throughout the country with military and police observers;**

(c) **Support the provision of humanitarian aid, and of assistance and expertise in engineering, logistics, medical care and demining;**

(d) **Assist in the training of a national police force;**

(e) **Contribute to the security in Rwanda of personnel and premises of United Nations agencies, of the International Tribunal for Rwanda, including full-time protection for**

the Prosecutor's Office, as well as those of human rights officers, and to contribute also to the security of humanitarian agencies in case of need;

4. Affirms that the restrictions imposed under Chapter VII of the Charter of the United Nations by resolution 918 (1994) apply to the sale or supply of arms and matériel specified therein to persons in the States neighbouring Rwanda, if that sale or supply is for the purpose of the use of such arms or matériel within Rwanda;

5. Calls upon the States neighbouring Rwanda to take steps, with the aim of putting an end to factors contributing to the destabilization of Rwanda, to ensure that such arms and matériel are not transferred to Rwandan camps within their territories;

6. Requests the Secretary-General to consult the Governments of neighbouring countries on the possibility of the deployment of United Nations military observers, and to consult, as a matter of priority, the Government of Zaire on the deployment of observers including in the airfields located in Eastern Zaire, in order to monitor the sale or supply of arms and matériel referred to above; and further requests the Secretary-General to report to the Council on the matter within one month of the adoption of this resolution;

7. Takes note of the cooperation existing between the Government of Rwanda and UNAMIR in the implementation of its mandate and urges the Government of Rwanda and UNAMIR to continue to implement the agreements made between them, in particular the Status of Mission Agreement of 5 November 1993 and any subsequent agreement concluded to replace that Agreement in order to facilitate the implementation of the new mandate;

8. Commends the efforts of States, United Nations agencies and non-governmental organisations which have provided humanitarian assistance to refugees and displaced persons in need, encourages them to continue such assistance, and calls upon the Government of Rwanda to continue to facilitate their delivery and distribution;

9. Calls upon States and donor agencies to fulfil their earlier commitments to give assistance for Rwanda's rehabilitation efforts, to increase such assistance, and in particular to support the early and effective functioning of the International Tribunal and the rehabilitation of the Rwandan judicial system;

10. Encourages the Secretary-General and his Special Representative to continue to coordinate the activities of the United Nations in Rwanda including those of the organizations and agencies active in the humanitarian and developmental field, and of the human rights officers;

11. Requests the Secretary-General to report to the Council by 9 August 1995 and 9 October 1995 on the discharge by UNAMIR of its mandate, the humanitarian situation and progress towards repatriation of refugees;

12. Decides to remain actively seized of the matter.

-----



**NB**

The UNAMIR had originally been established by resolution 872 (1993) of 5 October 1993. Resolution 918 (1994) had expanded the mandate of the Mission to include responsibility for the security of civilians and of humanitarian operation, had increased its strength up to 5,500 troops and imposed an arms embargo on Rwanda.

By its action today, the Council affirmed that the Chapter VII restrictions imposed by resolution 918 (1994) apply to the sale or supply of arms and matériel to persons in the States neighbouring Rwanda, if such arms or matériel are for use within Rwanda. It called upon the States neighbouring Rwanda to take steps to ensure that such arms and matériel are not transferred to Rwanda camps within their territories.

\*\*\*

In a statement to the Council, the representative of Zaire called for an independent investigation to refute the claims that his country had been involved with the sale or supply of arms for use in Rwanda. He said it was up to the Government in Rwanda to create a favourable climate for the return of the refugees.

The representative of Rwanda, speaking after the vote, called for an end to the arms embargo against his Government and for an international commission to study the problem of the refugee camps. He added that the change in the UNAMIR mandate reflected the changed situation in his country.

---